vant le monde entier un patrimoine aussi important encore » (syntaxe de général...) « que celui du territoire (*sic*) : la réputation de la France! »

Ah! Qu'il sera beau, qu'il sera prestigieux, le visage de notre « France pacifique », quand ce seront nos hommes de guerre qui la présenteront au monde, casquée, bottée et cuirassée.

France, prépare-toi!

Cette crise ne tardera pas, ce n'est un mystère pour personne. Aussi travaille-t-on ferme, dans l'ombre des couloirs et des cabinets, à préparer le ministère de demain : celui du Front des Français. Si nous en croyons les bruits qui, depuis les milieux bien informés, s'échappent jusqu'à nous, *et que toute l'attitude de la presse française corrobore,* M. Paul Reynaud s'emploierait activement à lever les dernières difficultés à cause desquelles il a estimé prématurée la formation du « Rassemblement national autour du Front populaire ». Nous nous permettrons ici une réflexion. Nous ne pouvons croire que Léon Blum ait lancé l'idée du gouvernement « Thorez à Reynaud » sans conversations préalables avec ces derniers. Il ne devait donc pas se faire, en la lançant, beaucoup d'illusions sur ses chances *immédiates.* Nous sommes confirmés dans cette opinion par le commentaire ingénu du *Populaire* du 18 janvier : « Il lui restera le bénéfice moral d'une tentative que pour sa hardiesse (!) et *sa correspondance avec les besoins de l'heure,* l'opinion avait favorablement accueillie » (pas l'opinion du Parti, en tout cas!). Mais toute la presse « nationale » entonnait le leitmotiv: Union nationale, très bien, mais pas sous les marxistes! « Autour de la France! » (*Figaro*). Certaines feuilles expliquaient même que vraisemblablement « M. Léon Blum *avait voulu ouvrir la voie à un autre* pour former un peu plus tard le ministère de l'Unanimité nationale »...

Cet autre, ne serait-ce pas M. Herriot, qui, supplié de la part de M. Lebrun par Léon Blum, d'accepter la présidence du Conseil, s'était récusé en disant, la main sur son cœur habituel : « Non, pas encore, la situation n'est pas encore assez grave! » Quand M. Herriot prendra le pouvoir, nous saurons ce que cela signifiera pour les mobilisables, et les autres...

Toutefois, l'on n'est pas tout à fait d'accord sur la sauce à laquelle on nous mangera. L'élément « jacobin » (communistes et radicaux-soviétiques) voudrait acheter le concours de la classe ouvrière par quelques « réformes sociales » sur le dos du grand capitalisme. Mais le grand capitalisme ne l'entend pas de cette oreille. Il ne lâchera rien, pas un homme, pas un sou : ou plutôt, des hommes, il est prêt à en sacrifier par millions pour conserver ses privilèges de 1918, et des femmes et des enfants, tout autant par-dessus le marché : mais pas un sou de ses sous! On ne pourra donc donner comme ressort psychologique au Front des Français qu'une parcelle de démagogie « nationale - socialiste ». Le problème est donc : Comment, *au lieu d'acheter le sang de la classe ouvrière par un pourboire,* l'obtenir tout à fait gratuitement? On n'a, paraît-il, trouvé qu'une solution, un peu usée, il est vrai, mais baste! Les oripeaux de 1914 peuvent encore servir pour une ou deux guerres : l'excitation chauvine, la panique à « la patrie en danger ». Aussi nous prépare-t-on une jolie petite campagne d'affolement et, depuis longtemps déjà, toute la presse remplit sept pages sur huit de *communiqués militaires,* de nouvelles sur la course aux armements, d'*études techniques* sur l'organisation rationnelle du prochain massacre, histoire d'habituer les mères de famille à lire d'un œil paisible, dans les squares, tout en surveillant les ébats de leur petite chair à canon future, des phrases aussi naturelles et innocentes que celle-ci : « Le « moral très élevé » des pilotes permet de prévoir que dans la première quinzaine de la guerre *la moitié* du matériel *et du personnel* seront détruits. Il faut donc en prévoir le remplacemen... »

Par ailleurs, M. Paul Reynaud réclame pour nous le « *privilège de l'unanimité nationale* », sous prétexte que nos voisins nazis l'ont réalisée. Guernut emboîte le pas, et les Jésuites, après quelques coquetteries, ayant enfin pris la main tendue par leurs frères communistes, coassent « l'absolue nécessité de l'union nationale » (*Aube*). Une fois de plus, le goupillon a répondu « Présent! » à l'appel du sabre, ou plutôt du canon.

Les empêcheurs de s'unir en rond

Mais au Front des Français, il y a des gêneurs. C'est nous, sans nulle vanité. On semble ressentir en haut lieu pas mal d'inquiétudes à ce sujet. Et M. Paul Reynaud ne cache guère à ses intimes, ni même aux autres (il a toujours eu le mérite de la franchise, par exemple lorsqu'il a déclaré à la Chambre, que si l'armée française avait été prête nous serions en pleine « guerre totale » depuis le 7 mars 1935...), qu'il est prêt à former avec Thorez... et Marin le ministère « de l'éventualité de la guerre », et que la participation du P. C. lui est indispensable « comme gendarme contre la Gauche révolutionnaire »... Si l'on ne pouvait prendre en considération ces propos, qui n'ont pas un caractère officiel, un autre fait est suffisamment éloquent : la levée de boucliers de toute la presse de droite contre la Fédération de la Seine, coupable d'avoir donné une majorité massive à la Gauche révolutionnaire. Et la colère, l'angoisse même de ces messieurs est visiblement centrée sur notre *refus de l'Union sacrée et de la préparation à la guerre.* C'est le *Figaro* qui manifeste une sollicitude émouvante pour la S.F.I.O., reçoit (prétend-il) les doléances de membres de la majorité « atterrés » par l'action « démagogique » de ce Marceau Pivert qui a le front de demander « l'aide à l'Espagne et la dissolution de la Chambre et du Sénat » (quelle démagogie!), enfin conseille au Parti, dont les intérêts le touchent subitement comme ceux d'un frère, d'exclure en vitesse Pivert, dont « les campagnes de violence ne pourront que diminuer encore le prestige de la S.F.I.O. » (et Dieu sait combien ce prestige importe au *Figaro!*). C'est l'indignation parallèle du grave *Temps,* du *Petit Journal :* « Lira-t-on sans horreur le programme de M. Pivert, qui emporta la majorité : refus des dépenses militaires, réduction du temps de service, et destruction des dictatures fascistes? » (Brrr...) Scandale à l'*Echo de Paris.* L'*Ordre,* organe de droite du stalinisme, a peur : « M. Marceau Pivert voit rouge! ». Le lendemain (26 janvier), Kérillis, qui depuis peu tend la main aux frères communistes contre l'ennemi de l'extérieur et aussi contre *l'ennemi de l'intérieur :* le défaitiste révolutionnaire, part en guerre : « *La presse entière note avec inquiétude* ce qui vient de se passer à la Fédération de la Seine... Pendant que M. Maurice Thorez se réconcilie avec le drapeau tricolore, exalte l'armée républicaine et populaire, et se lève à son banc de député quand M. Herriot prononce le nom des maréchaux Foch et Pétain, M. Marceau Pivert ne reconnaît, lui, que le drapeau rouge, fait de l'insurrection le plus sacré des devoirs en cas de guerre, *exploite les vieux courants antimilitaristes du socialisme traditionnel...* » Voilà le grand grief lâché!

Enfin, le lendemain encore, Kérillis précise sa position : « Tout en combattant le communisme, *je m'acharne sur le socialisme extrémiste,* plus dangereux à mes yeux, le socialisme extrémiste qui prêche l'insurrection devant l'ennemi. » Et Maurras à son tour décrète la Gauche révolutionnaire « ennemi public n° 1! ».

Nous ne perdrons pas cette splendide leçon de nos ennemis de classe. Face aux gouvernements qui, *tous,* préparent la guerre impérialiste et songent de plus en plus à brusquer l'échéance, face à ceux qui préparent l'Union sacrée et la mobilisation et voudraient nous écraser avant que nous ne soyons assez forts pour tout empêcher, nous préparons, nous, la Révolution, dont le spectre seul suffira à déranger tous les calculs de nos maîtres... Entre eux et nous, c'est désormais une course de vitesse. Nous devons gagner la course.

R. et H. MODIANO.

COLLECTIVISME LIBREMENT CONSENTI

D'après les historiens et théoriciens du socialisme scientifique marxiste, la propriété individuelle, petite ou grande, est une iniquité sociale; raisons données :

1° Par sa diversité, elle entraine un maximum de travail pour un résultat minimum;

2° Elle est contraire au développement du machinisme et est une entrave au progrès;

3° Elle est une source de profits pour une nuée d'hommes d'affaires tarés, soutiens de l'appareil d'Etat;

4° L'Etat et sa bureaucratie en profitent très largement : impôts successoraux, ventes, etc.

En somme, la propriété individuelle est contre le propriétaire lui-même, et est aussi une illusion sociale. En deux mots, devons-nous la supprimer dès la venue au pouvoir des révolutionnaires?

Malgré tout ce que nous en pensons, je crois que non. *Pourquoi?*

Le paysan est attaché à sa terre, il en vit misérablement, mais il a l'intuition qu'il est chez lui, *il veut conserver cette illusion.*

Je pense que d'agir brutalement ce serait dresser la masse des paysans travailleurs contre le mouvement révolutionnaire, car il faut penser qu'il y a 5 millions de propriétaires travaillant eux-mêmes leurs terres en France, et dresser cette masse, ainsi que leurs familles, contre le mouvement prolétarien serait la pire des erreurs. Il en va tout autrement de la grande propriété qui est cultivée sous forme collective, déjà, mais qui est vassale du patronat; là, la collectivisation s'impose. En somme, dans une période révolutionnaire s'impose la tactique suivante :

Laisser la liberté de choisir au paysan travailleur la manière qu'il lui convient de travailler : collective ou individuelle.

Lui faire ressortir les avantages du travail collectif.

Lui apporter, même dans le cas individuel de travail, les avantages possibles : outils, engrais à bas prix.

Le devoir des socialistes, face à la faillite des partis bourgeois, est de rechercher les solutions qui peuvent donner à la masse des producteurs confiance et espoir. On ne fait pas la Révolution sans les paysans.

La Révolution, si elle est idéaliste, reste aussi matérialiste. A nous de le comprendre et de nous adapter.

F. AMACHANTOUX.

LE CONSEIL VELLÉITAIRE

Donc le 17 janvier, plus exactement durant la nuit du 17 au 18 janvier, notre Parti a tenu un Conseil national d'une importance capitale. C'était dans la rue Chaudron, un nom qui provoque aux faciles plaisanteries, et il s'agissait de savoir si on participerait ou non au gouvernement qu'élaborait M. Chautemps.

Plus exactement, tel était devenu l'objet de ces assises.

Car initialement, on voulait demander au Parti d'avaliser (ou d'avaler?) une formule Thorez-Paul Reynaud qui avait littéralement emballé le groupe parlementaire. Et, bien qu'elle eût été écartée par le refus du leader de l'Alliance, on en parla beaucoup, à la tribune, et sans excessive sympathie.

Un pas de clerc

Il peut paraître inélégant de discuter présentement avec Léon Blum. Mais son initiative a eu de telles conséquences qu'elles écartent toutes les considérations d'ordre privé qu'on pourrait être tenté de faire valoir.

La formule « originale et audacieuse » rencontra d'abord, auprès des camarades socialistes, un scepticisme unanime et gouailleur : « Ce n'est pas vrai! Quelle blague! C'est un bobard! ». Ce qui prouve que les masses pensent plus sainement que leurs dirigeants : leurs simples réflexes ont une autre valeur que les subtiles combinaisons politiciennes! Puis, la nouvelle confirmée, ce fut la stupeur atterrée. Et de ces sentiments, tous les délégués de Fédérations se sont fait l'écho. « On n'a pas compris » ont déclaré les plus polis. Cela se conçoit sans peine!

Car enfin frapper Bonnet d'ostracisme pour accueillir Reynaud, apparaît plutôt difficile à comprendre.

Inviter Reynaud à participer, lui, ennemi déclaré du Front populaire, à un gouvernement destiné à réaliser le programme dudit Front populaire, voilà un paradoxe qui dépassait notre humble entendement.

Si je ne m'abuse, on arguait que Paul Reynaud était un fidèle ami des libertés démocratiques, tandis qu'on n'en pouvait dire autant de Louis Marin (d'où seulement une fraction d'union nationale). Le malheur est que l'ami des libertés se déclara étroitement solidaire de l'ennemi des mêmes libertés, ce qui est vraiment très, très compliqué. Et ce l'est encore davantage aujourd'hui, alors qu'on vient d'apprendre que Paul Reynaud agit contre le gouvernement Chautemps, dans le domaine financier, en connexion avec... Mandel!

Et le comportement de Léon Blum me contraint à examiner la question sous l'angle de ses impulsions personnelles. L'initiative de la formule appartient à lui et à lui seul. Il ne prend conseil que de lui-même pour la soumettre à M. Lebrun. Et l'idée est lancée dans le public et on entreprend de la réaliser sans que le Parti ait été consulté! Bien mieux : à maintes reprises, la C.A.P. (dès septembre 1936), les Conseils nationaux, le Congrès s'étaient prononcés contre « le Front des Français » proposé par le Parti communiste et dont le contenu était rigoureusement identique à celui de la formule « de Thorez à Paul Reynaud ».

Il y a donc là indiscipline caractérisée, *violation manifeste de la volonté du Parti,* et je ne sache pas que les farouches défenseurs de la discipline s'en soient alarmés le moins du monde. Ardents à dénoncer une infraction vénielle et sans conséquence sur l'opinion, ils sont muets quand le « délit » connaît cette ampleur et ce retentissement, et qu'on doit l'imputer, non à quelque camarade G. R., mais à Léon Blum lui-même. Habileté grande que d'avoir l'indignation opportune!

L'échec de la combinaison « Thorez à Paul Reynaud » a été un coup très dur pour l'autorité parlementaire de Léon Blum. De ce point de vue, il ne fallait évidemment lancer la formule que si on était assuré de la voir réalisée. Faute de quoi, c'est un pas de clerc. Et tout l'avantage demeure à Paul Reynaud. Fiasco lamentable. Armes données à la droite. Armes données aux communistes.

Il est vrai que d'aucuns se consolent en disant : « C'était trop tôt, mais demain... » Et c'est ainsi qu'ils atteignent, souvent sans le savoir, au sens profond de la combinaison projetée.

Car il s'agit vraiment d'un essai de cette union sacrée que sous des vocables divers : « union de la nation française », « unité morale de la nation », « unité française »... on tente d'acclimater avant même la prochaine guerre. Mensonge qui ne résiste pas à la plus élémentaire tentative d'analyse. Mensonge éculé d'avoir tant servi pendant quatre années de carnage et d'oppression.

Je l'ai dit; je le répète : *Jamais nous ne nous associerons à une pareille politique. Jamais!*

La question ne s'est pas posée; elle ne se pose plus pour l'instant; elle se posera très prochainement, on peut le tenir pour assuré. Alors chacun devra prendre une position claire.

Pour nous c'est fait : nous nous refusons à toute union nationale, fût-elle prétextée par le « péril extérieur » et baptisée « vanzeelandisme » pour la circonstance.

Non possumus : nous ne marchons pas!

Par ailleurs, il est un aspect de l'initiative de Blum sur lequel, à mon sens, on n'a pas mis assez l'accent. (Seul notre texte en faisant mention, mais naturellement sous une forme brève et schématique). C'est que *la formule « Thorez-Paul Reynaud » implique, suppose que le Front populaire est mort sous sa forme parlementaire.* Raisonnement par l'absurde : s'il n'était pas mort, il vivrait encore et on ne lui chercherait pas un remplaçant! En d'autres termes, il faut qu'une formule soit périmée, pour que, la préférant, on lui en substitue néanmoins une autre. Mais naturellement, le cadavre puera quand on se décidera à dresser l'acte de décès.

Minorités majoritaires

Au Conseil national, d'ailleurs, deux confirmations nous étaient apportées de la rupture du Front populaire. Blum, puis Sérol, faisaient connaître l'exclusive lancée par les radicaux sur la participation communiste au ministère. Le sort en était jeté : il n'y aurait pas de gouvernement à l'image du Rassemblement populaire.

Nos camarades de la *Bataille* le réclamèrent quand même et se prononcèrent contre la participation et contre le soutien. Surtout contre le soutien, si j'ose dire; l'éviter semblait bien la préoccupation dominante de Zyromski. La « Gauche révolutionnaire » prenait acte de la rupture du Front populaire, proposait le retour devant le pays — dissolution — et une action de masse. Tout cela était clair et précis.

Du côté de la majorité, ce fut le désarroi. Grumbach seul fit preuve de logique, qui parla pour la participation et demanda le vote d'une résolution en faveur de la participation. Mais Roucayrol, lui, vanta les vertus du soutien, de ce soutien qui en juin, défendu par Maurice Paz, n'avait pas même rencontré une indifférence polie... puis il se rallia à la participation!

Paul Faure ne dit rien, mais signa la motion participationniste.

Quant à Lebas, après avoir parlé *contre* la participation, il signa la motion *pour* la participation... une heure après. (Le sens de son discours était tellement précis que tous les délégués, qui savent que le Nord, c'est 768 mandats, se disaient : « Question réglée : la participation est repoussée ».)

Stupeur quand la très inutile commission des résolutions revint avec, en plus des motions « Bataille » et « Gauche », un texte Blum, Sérol, Lebas, Paul Faure, Grumbach... qui « autorisait les élus à participer, etc... ».

Il nous fut loisible d'admirer alors le girouettisme de quelques militants; on en avait eu d'ailleurs un avant-goût dans la discussion, quand certains orateurs qui toujours avaient combattu le retrait des ministres socialistes du cabinet Chautemps vinrent déclarer que ce retrait leur avait procuré un immense soulagement! Comment en un plomb vil, l'or pur s'était-il changé? Pour le savoir, prenez la direction du vent. Après quoi, ils votèrent d'enthousiasme pour renouveler cette participation dont ils se disaient heureux qu'elle eût pris fin!! Combien, à de tels hommes, doit sembler singulière... et irritante notre continuité de pensée!

On vota donc, et ô stupeur! ô miracle! la majorité passa aux deux minorités. Par 4.155 contre 4.035 furent rejetés et participation et soutien.

Grumbach déclara que ce vote était « criminel », le désarroi sembla planer sur l'assemblée, n'épargnant guère que notre minuscule carré. Et dans l'ex-majorité, on déclarait que ce scrutin était sans valeur, le Parti n'ayant pas été vraiment consulté. (Il acquérait au contraire une valeur singulière d'avoir été obtenu sans une large consultation du Parti.) Scrupules tardifs : tant que les C.N. donnèrent une majorité de tout repos, ne furent-ils pas jugés refléter l'opinion exacte du Parti?

Autre contradiction : sur ce vote « sans valeur », Paul Faure qui n'avait soufflé mot durant toute la séance, démisionne du secrétariat, suivi de Séverac!

On discutait depuis quelque huit heures!

Renversement

Alors eut lieu une séance de la C.A.P. et du Bureau du Groupe parlementaire. Nous y assistâmes sans conviction.

Ou bien, en effet, on s'en tenait à la décision explicite du Conseil national.

Ou bien on cherchait à la tourner.

La majorité de la C.A.P., Léon Blum, ses camarades, ayant refusé nettement de s'engager dans la voie révolutionnaire qu'ouvrait le vote du C.N. (et de cette netteté je leur sais gré) il leur fallait ou céder la place (alors qu'il n'y avait pas *une* majorité) ou louvoyer pour gagner du temps. De là le vote de la motion Graziani, rédigée hâtivement en un français approximatif *et qui n'avait et ne pouvait avoir d'autre sens que de permettre le soutien.*

Et c'est alors que le Conseil national, qui venait de dire « *Non* », accepta de dire « *Peut-être* », ce qui, pour tout le monde, voulait dire « *Oui* ». Seules nos 1.334 voix s'opposèrent à cet escamotage. Zyromski, pour des raisons d'ordre sentimental et suivant une habitude qui devient une tradition, fit bloquer ses mandats avec ceux, contradictoires, de Paul Faure.

Ce fut la dernière volte-face — et non la moins choquante — de ce Conseil national *qui eût pu exprimer une volonté et ne sut que balbutier ses inquiètes velléités.* Une simple étape sur le chemin de la politique du « moindre mal » : « Ne protestons pas trop parce que Bonnet et Marchandeau sont au gouvernement! Songez que nous aurions pu y voir Laurent-Eynac!... ».

... Et aussi Paul Reynaud, n'est-ce pas?

Lucien HERARD.